

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 13/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE - TD 101

37 rue du Plat
59000 Lille

Références : V2-2025.104
Code AIOT : 0007005406

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2024 dans l'établissement VOIES NAVIGABLES DE FRANCE - TD 101 implanté Terrain de dépôt n°101 59233 Maing. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection a été diligentée suite à un dépassement de deux fois la valeur limite lors du dernier contrôle inopiné pour les paramètres MES, DCO et azote total.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VOIES NAVIGABLES DE FRANCE - TD 101
- Terrain de dépôt n°101 59233 Maing
- Code AIOT : 0007005406

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Voies Navigables de France exploite un terrain de dépôts (TD) de déchets de sédiments sur le territoire de la commune de Maing dans le département du Nord (59).

Le site est destiné à recevoir et à stocker les sédiments issus du programme des travaux de curage pour la réouverture du canal de Condé-Pommeroeul dans le cadre de la mise à grand gabarit de la liaison Seine-Escaut. Ce terrain de dépôts de sédiments accueillera 600 000 m³ sur les 1 300 000 m³ que compte le projet de réouverture du canal.

Le site dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter (APA) en date du 11 janvier 2013 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires en date des 19 octobre 2018, 30 juin 2020 et 16 juillet 2020.

Le site est globalement soumis au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2760-2 de la nomenclature ICPE (stockage de déchets non dangereux).

Le site relève également de la directive IED (rubrique 3540.1 «Installations de stockage de déchets autres que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3: 1. Installations d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes»).

Ce volume est réparti dans deux casiers distincts du TD101 :

- 101A : situé à l'Ouest du site disposant d'une surface en fond de casier égale à 75 000 m² ;
- 101B : situé à l'Est du site disposant d'une surface en fond de casier égale à 51 500 m².

Le casier 101B a été autorisé à être exploité suite à la visite d'inspection du 04/09/2020.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Éléments de contexte	Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 8.4.2	Demande d'action corrective	1 mois
2	Entretien – isolement avec les milieux – incidents	Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 4.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Entretien – isolement avec les milieux – incidents	Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 4.2.4.2	Demande d'action corrective	1 mois
4	Entretien – isolement avec les milieux – incidents	Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 4.3.6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Valeurs limites d'émission – autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 8.6.3.1 et 8.6.3.2 modifié	Demande d'action corrective	1 mois
6	PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande d'action corrective	1 mois
9	PFAS - restitution GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	PFAS- campagne d'identification	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
8	PFAS - Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La plupart des points de contrôle requiert de la part de l'exploitant des actions correctives ou l'envoi de documents à l'inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Éléments de contexte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 8.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles inopinés
Prescription contrôlée : L'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation par un organisme tiers choisi par lui-même, des prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.
Constats :

Lors du dernier contrôle inopiné, réalisé les 5 et 6 octobre 2024 par le laboratoire Analy-co, à la demande de l'inspection des installations classées, les dépassements suivants ont été constatés :

Paramètres	VLE (mg/l)	Mesure CI (mg/l)
MES	35	<u>180</u>
COT	70	89
DBO5	10	<u>65</u>
DCO	40	<u>271</u>
Azote total	15	<u>105</u>

Dépassement
Dépassement > à X2

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient que l'exploitant indique les raisons qui ont conduit à ce dépassement, et les actions correctives mises en place pour y remédier.
L'exploitant indiquera également les actions préventives mises en place, ou prévues selon un échéancier à détailler, pour éviter que ce dépassement ne se renouvelle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Entretien – isolement avec les milieux – incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et surveillance
Prescription contrôlée : <p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.</p> <p>L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.</p> <p>(...)</p>
Constats : <p>L'exploitant a indiqué ne pas avoir de preuve de l'état des réseaux au jour de la visite. Il a fourni un ordre de service du 22 janvier 2025 demandant à son prestataire de faire réaliser un contrôle des réseaux afin d'attester leur état.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir le compte rendu de la prestation demandée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Entretien – isolement avec les milieux – incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 4.2.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement avec les milieux
Prescription contrôlée : <p>Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
Constats : <p>Des vannes d'isolement sont présentes sur le site : elles se situent près du bassin des lixiviats. L'une sert à isoler le bassin de décantation des lixiviats et l'autre, le bassin de stockage des eaux de ruissellement intérieures. Elles sont signalées.</p> <p>L'exploitant indique que le sous-traitant qui exploite le TD101, Ecoterres, les vérifie visuellement régulièrement et les manipule également.</p>

Aucune procédure n'est écrite et l'exploitant ne connaît pas la fréquence de ces vérification par son sous-traitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : il est demandé à l'exploitant de mettre en place une consigne et de la faire parvenir à l'inspection des installations classées. Il est également demandé à l'exploitant la preuve de la vérification des vannes de la part d'Ecoterres.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Entretien – isolement avec les milieux – incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 4.3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et conduite des installations de traitement
Prescription contrôlée : Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue. Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité de la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant sous-traite l'exploitation à l'entreprise Ecoterres. Il n'a pas fourni les attestations de formation du personnel, ni le registre mentionné. Les éléments relatifs au séparateur hydrocarbures n'ont pas été vérifiés le jour de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant devra fournir les éléments demandés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 8.6.3.1 et 8.6.3.2 modifié
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. 8.6.3.1 fréquences et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets d'eaux du site</p> <p>Les fréquences d'analyse du rejet des eaux du site au milieu naturel au point de rejet R1 sont définies ci-dessous :</p> <p><u>Tableau 1 : cf. annexe</u></p> <p>Les mesures sont effectuées dans les conditions fixées à l'article 4.3.12 et selon les normes en vigueur figurant en annexe 1. Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens, réalisées sur une durée qui est en fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant.</p> <p>Art. 8.6.3.2 fréquences et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets d'eau des lixiviats</p> <p>Les fréquences d'analyse du rejet des eaux du site au milieu naturel au point de rejet P1 sont définies ci-dessous :</p> <p><u>Tableau 2 : cf. annexe</u></p> <p>Les mesures sont effectuées dans les conditions fixées à l'article 4.3.15 et selon les normes en vigueur figurant en annexe 1. Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens, réalisées sur une durée qui est en fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant.</p> <p>Les mesures comparatives mentionnées à l'article 8.5.2 sont réalisées selon une fréquences annuelle sur l'ensemble des paramètres de la chaîne analytique.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni un rapport de mesure de 2 ans sur l'ensemble de ses TD en novembre 2024. Ce rapport est difficilement exploitable.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>Il est demandé à l'exploitant d'établir un rapport d'autosurveillance spécifique à chaque TD et de transmettre, dans le cadre de la présente inspection, le rapport relatif au TD101.</p> <p>L'exploitant doit également remplir l'outil GIDAF, puisqu'un cadre a été créé en ce sens.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de liste spécifique de PFAS.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant la liste des substances PFAS susceptibles d'être rejetées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : PFAS-campagne d'identification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, PFAS-campagne d'identification
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale. (...)</p>
Constats :

<p>La première campagne d'identification a été réalisée le 8 novembre 2024.</p> <p>Un rapport de la société SGS de Rotterdam (Pays-bas) a été transmis par l'exploitant. Ce rapport date du 18 novembre 2024. Les analyses ont été réalisées sur le rejet des eaux "lixiviats". Elles portent sur les 20 PFAS listés dans l'arrêté du 20 juin 2023 ainsi que le paramètre AOF.</p> <p>Deux autres campagnes ont été réalisées par le même prestataire.</p> <p>La 2e campagne a été réalisée le 27 décembre 2024 et le rapport date du 6 janvier 2025.</p> <p>La 3e campagne a été réalisée le 15 janvier 2025 et le rapport date du 21 janvier 2025.</p> <p>Les 3 campagnes atteignent la limite de quantification pour les AOF.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : PFAS - Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Actions nationales 2024 Accréditation des organismes mandatés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le laboratoire SGS Evry (agence de Templemars - 59175) qui a effectué les prélèvements est accrédité COFRAC sous le n° 1-6446. Son accréditation concerne les prélèvements d'eau. Quant au laboratoire SGS Rotterdam qui a réalisé les analyses, il est accrédité par l'organisme des Pays-Bas RvA sous le n° L-028. Les analyses PFAS selon la norme internationale EN ISO/IEC 17025-2017 sont couverts par cette accréditation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : PFAS - restitution GIDAF

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Actions nationales 2024 Restitution des résultats sur GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p>

L'exploitant n'a pas effectué la télédéclaration sur le site GIDAF.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de déclarer sous GIDAF les 3 campagnes d'analyse PFAS menées sur le TD 101.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois